

Jeudi 5 novembre 2009

Budget de la Défense 2010

Intervention de Jean-Michel BOUCHERON

Député d'Ille et Vilaine

Rapporteur du Budget de la Défense à la Commission des Affaires Etrangères

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre,

Mes chers collègues,

Notre Commission des Affaires Etrangères, sans que je cherche à l'influencer, a décidé d'approuver votre budget.

Celui-ci. S'établit cette année à 39 milliards d'euros ou plus précisément à 30 milliards hors pensions. Il est comparable au budget britannique, mais plus de 20 fois inférieur au budget de la Défense des Etats-Unis, le congrès venant d'accorder 680 milliards de dollars au Président Obama.

Pour faire bonne mesure, j'ajouterais que notre budget de la Défense est de 2 fois inférieur au budget du renseignement non militaire des Etats-Unis. Ces quelques chiffres fixent les repères utiles, au débat stratégique.

Il revient à mes collègues rapporteurs de la Commission de Finances et de la Défense, d'analyser plus profondément ce chiffre, de 30 milliards, qui est conforme à la Loi de Programmation Militaire.

Un budget, sans doute modeste, nécessite pour être efficace d'être réalisé et stabilisé. Il semble que toutes les recettes de l'année 2009, n'aient pas été au rendez-vous. **Le niveau de vos crédits** est satisfaisant, mais c'est grâce à deux **renforts qui n'existeront plus l'année prochaine**.

Le plan de relance à hauteur de 770 millions d'euros et les ressources exceptionnelles à hauteur de 1,6 milliards d'euros.

Il est probable que les recettes immobilières finiront par être au rendez-vous, mais il est tout aussi probable que les recettes liées aux fréquences ne le seront pas, et je ne parle même pas de celles tirées de Syracuse III. (Il existe autour de ce dernier dossier trop d'incertitude et de bureaucratie).

Quant au plan de relance, il ne sera pas là non plus, j'espère, sauf à penser qu'une nouvelle crise financière ne déferle sur le monde. Pour tout dire, je suis un peu inquiet sur les équilibres du budget 2011.

La réorganisation de nos armées se poursuit à marche forcée. La suppression de 8000 postes cette année, la mise en place accélérée des bases de Défense, crée un climat social un peu tendu.

Même si ces réformes sont évidemment nécessaires. Il faut tenir compte du **moral des hommes** qui est généralement moins bon, que nous le dit le rapport du même nom, et faire attention que le succès remporté par les départs volontaires soit moins dus à l'attraction du pécule, qu'à l'envie de partir.

En ce qui concerne notre **présence hors frontières**, je ferai peu de commentaires sur le niveau de financement des OPEX, 800 millions pour 450 budgétés. Ce mécanisme est maintenant rodé.

Mes questions porteront plus sur notre pré-positionnement, car si notre dispositif à Abu-Dhabi et à Djibouti est clair, les choix pour l'Afrique de l'Ouest, entre Dakar, Libreville et Ndjamena reste à faire.

A propos du nouvel accord de Défense avec les Emirats, j'imagine que ce texte sera comme d'habitude, rapidement transmis au Parlement.

J'aimerais simplement indiquer ici, que 2 dispositifs me semblent surdimensionnés 900 hommes au Kosovo et 1400 au Liban.

Quelques réflexions de fond.

Vous ne vous étonnerez pas que je vous parle de **l'Otan** et de **l'Europe de la Défense**. Le coût de notre retour dans l'Otan doit être connu par la Nation : 1250 officiers de haut niveau et 30 millions d'euros de budget civil. On nous avait dit que cette adhésion à l'Otan, allait faire sauter les obstacles de la construction de l'Europe de la Défense.

Depuis la fin de la Présidence Française, rien. Quelques réunions sur l'interopérabilité navale, sur le déminage maritime, quant à l'agence Européenne de Défense : Encéphalogramme plat, l'Etat Major permanent reste un sujet tabou. Cette situation est regrettable, mais il faut aller de l'avant.

La France malgré ses faibles moyens tient bien son rang. Elle tente sans beaucoup de succès d'entraîner une Europe partiellement gagnée par la nonchalance des peuples heureux. Il nous faut gagner de nouveaux partenaires à l'Est et surtout au Sud. Ce chemin difficile est le seul pour ceux qui ne se résignent pas à la perspective d'un monde réduit à un duopole Sino-américain assiégé par tous les pauvres et tous les intégristes de la planète.

Je crois, Monsieur le Ministre, qu'une réflexion associant le Parlement sur la bonne utilisation des coopérations structurées est la meilleure voie pour relancer la machine européenne de Défense. Nous en connaissons les obstacles politiques et financiers, puisque avec la Grande Bretagne nous représentons 40 % des dépenses Européennes, d'investissement et R et D.

A ce point, je souhaite ici, vous alerter concernant la « brillante » idée de Monsieur Rasmussen, **d'Otaniser la nouvelle politique anti-missile américaine** en Europe.

Il s'agit évidemment, de nous faire financer, l'industrie Américaine, pour nous doter des moyens de Défense, dont eux seuls auraient la clé de fonctionnement. La ficelle est grosse, mais je me permets d'alerter sur ce point, car ce piège à déjà fonctionné une fois avec l'avion de combat américain (F35) gentiment financé par les Européens sauf la France.

Je préférerais de loin, que nous financions les industries européennes, pour doter notre continent d'un système commun d'alerte avancée à partir des systèmes radars et satellitaires, dont nous aurions la clé (les systèmes graves et spirales sont d'excellents précurseurs).

Le renseignement

C'est clairement un satisfecit. Sur les 700 postes supplémentaires prévus à la LPM, 130 seront attribués dès 2010 à la DGSE et les effets de la RGPP sur la DRM et la DPSD reste à un niveau symbolique.

Les moyens techniques sont également au rendez-vous, la création du Conseil National du Renseignement est à mon sens une excellente réforme, susceptible, notamment de créer une vraie communauté du renseignement qui manquait tant à la France. C'est un saut quantitatif, qualitatif, de cohérence d'objectifs et des synergies humaines.

Je voudrais, cependant lancer ici un appel un peu solennel, pour dire, à quel point les projets spatiaux MUSIS et CERES, ne doivent en aucun cas subir de décalage dans le temps. Ces moyens optiques et électromagnétiques, sont des technologies maîtrisées. (Essain et Elise le prouvent) mais se sont des projets en coopération, et on connaît les risques de retard possible. Au-delà de 2014, si Musis n'est pas au rendez-vous, nous serions aveugles stratégiquement et politiquement.

Vous connaissez, Monsieur le Ministre, l'importance politique de pouvoir voir. Ces deux projets doivent être la première priorité de nos équipements.

Je pense, Monsieur le Ministre, que mes collègues, rapporteurs pour avis, diront leur inquiétude quant à la vraie faiblesse des armées françaises, **le transport tactique, stratégique** : entre le dossier de l'A400M et celui du NH90 Marine, je vous souhaite bien du plaisir.

Enfin, je voudrais dire un mot, de nos **exportations** ou plus exactement des nouvelles relations stratégiques militaires et industrielles nouées avec les Emirats et le Brésil.

Ces stratégies sont intelligentes, car elles permettent d'établir des relations de confiance avec ces pays importants, qui ne sont plus des clients, mais de vrais partenaires industriels avec qui nous partageons notre savoir faire, et qui nous permettent de baisser nos coûts.

Donner du savoir faire, c'est mieux équiper les armées françaises, ce pari était psychologiquement impensable, il y a quelques années.

La seule déception, se situe au niveau du comportement du Congrès Américain vis-à-vis du Pentagone. Le nouvel appel d'offre, pour les avions ravitailleurs, est conçu pour faire gagner Boeing, à qui, on a fourni les données comptables de l'offre Airbus.

Il est tellement clair, que la décision est faite d'avance, qu'un Sénateur Américain a protesté récemment et que certains se posent la question de savoir, si EADS doit participer à nouveau à cette compétition truquée.

Enfin deux menaces nouvelles doivent être prises en compte :

La piraterie. Nous avons connu un net progrès de notre efficacité grâce à l'amélioration du contexte juridique et à la bonne initiative qui a consisté à protéger nos bateaux de pêche par des hommes à bord dont c'est le métier.

La cyberdéfense, qui n'est pas suffisamment prise en compte dans notre pays. L'aspect exagérément multiforme des structures informatiques de l'armée française, nous protège peut être, mais ce n'est pas un hasard, si la Chine a construit un grand service spécialisé dans la cyberdéfense, qu'elle appelle sa grande muraille numérique, que les USA, en font le 5^e espace de Défense doté de près de 1000 experts et que le Président Obama, vient de commander une revue stratégique spéciale sur cette questions.

La France a crée une agence Nationale de Sécurité des systèmes d'information, il va falloir lui donner des moyens.

Nos armées, Monsieur le Ministre, sont en pleine réorganisation et en plein rééquipement, elles le méritent car elles sont confrontées en **Afghanistan** à une situation dangereuse.

Vous avez décidé à effectif constant de renforcer la protection de nos hommes et leur capacité de renseignement, il fallait le faire.

Chacun a, à cet instant, évidemment une pensée pour ceux qui ne sont pas revenus d'**Usbin** en **Kapisa**. A partir du moment, où il y a un seul mort, c'est que quelque chose n'a pas été prévu, malheureusement, depuis la nuit de temps, on sait que l'art de la guerre c'est l'art de surprendre. Nos adversaires sont redoutables, on le sait depuis le 11 septembre.